

**Point de presse de la porte-parole -
Serbie/Déplacement de M.
Jean-Yves Le Drian - Chine**
(Paris, 12 avril 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait la déclaration et répondu à la question suivante :

1 - Serbie - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (12 avril 2018)

M. Jean-Yves Le Drian se rend à Belgrade le 12 avril pour une première visite qui permettra de souligner la dynamique de nos relations bilatérales. Il y rencontrera le président Aleksandar Vucic, la Première ministre Ana Brnabic et le vice-Premier ministre et ministre des affaires étrangères Ivica Dacic.

Dans le domaine bilatéral, après la signature le 22 mars de l'accord de concession de l'aéroport de Belgrade entre le gouvernement serbe et Vinci Airports, M. Jean-Yves Le Drian signera, avec la ministre serbe de l'intégration européenne, un accord permettant le financement d'études de préfaisabilité du métro de Belgrade. Il travaillera également au renforcement de notre coopération bilatérale dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme. Un accord général de sécurité, qui a pour vocation de favoriser la coopération avec la Serbie dans ce domaine, sera signé. En cette année de commémoration du centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale, pendant laquelle nos deux pays ont combattu côte-à-côte, M. Jean-Yves Le Drian se rendra également au cimetière français de Belgrade, en présence de son homologue serbe, pour honorer les soldats français morts au combat sur le Front d'Orient.

S'agissant des questions européennes, la visite permettra de marquer notre soutien au processus d'intégration européenne de la Serbie et l'attention que la France porte aux réformes dans le domaine de l'Etat de droit et au développement de la coopération régionale dans les Balkans occidentaux, dans un esprit de réconciliation. M. Jean-Yves Le Drian rappellera en particulier que la France est attachée à la poursuite du dialogue entre Belgrade et Pristina facilité par l'Union européenne en vue d'une normalisation complète des relations entre les deux parties.

2 - Chine

Q - La France a-t-elle réagi à la détention massive et illégale de citoyens musulmans ouïghours chinois dans des camps de "rééducation politique" dans la région chinoise autonome du Xinjiang ? Sinon, compte-t-elle le faire ?

R - La France suit avec attention la situation des droits de l'Homme en Chine, notamment au

Xinjiang.

Elle a fait part de sa préoccupation concernant la situation des droits de l'Homme au Xinjiang et a appelé au dialogue avec les populations locales à l'occasion de la dernière session du conseil des droits de l'Homme des Nations unies, qui s'est tenue à Genève en mars 2018.

La France rappelle son attachement à la liberté d'expression et d'opinion./.